

Bureau Veritas Exploitation SAS

HEROUVILLE ST CLAIR
Immeuble Ambassadeur
4 place de Boston
14200 HEROUVILLE-ST-CLAIR France
Téléphone : 02 31 94 55 55
Mail : philippe.malfilatre@fr.bureauveritas.com

A l'attention de M. NOEL PAUL

DIRECTION INTERREGIONALE DES
18 B RUE DE CHATILLON
35031 RENNES CEDEX

Copie à M. BERCELIOT

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition

Article R1334-19 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020 du 5 août 2017



Date(s) du repérage : du 31/01/2019 au 31/01/2019

Nom du site : CP CAEN

Immeuble bâti objet du repérage :

CENTRE PENITENCIER CAEN
35, Rue du Général Moulin B.P. 6257
14000 CAEN

Numéro d'affaire : 7247797

Référence du rapport : 7247797/S1.1.2.R

Rédigé le : 27/02/2019

Par l'opérateur de repérage : Philippe MALFILATRE

Date de la commande : 21/02/2019

Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert Parc EDONIA Bâtiment G Rue terre Victoria 35760 SAINT GREGOIRE Certificat n° CPDI1748

	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	01/01/2017	06/12/2021
Amiante avec mention	06/07/2017	06/12/2021

Ce rapport contient **19** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

Signature du rédacteur :

SOMMAIRE

1. PROGRAMMES ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION.....	3
1.1. Programme de travaux défini par le donneur d'ordre.....	3
1.2. Programme de repérage défini par l'opérateur de repérage.....	3
1.3. Périmètre de repérage défini par l'opérateur de repérage.....	3
2. CONCLUSIONS.....	4
2.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante.....	4
2.2. Obligation d'information.....	4
3. INFORMATIONS GENERALES.....	5
3.1. Immeuble bâti objet de la mission.....	5
3.2. Intervenants.....	5
3.3. Opérateur(s) de repérage.....	5
3.4. Laboratoire(s).....	5
4. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....	6
4.1. Textes réglementaires.....	6
4.2. Méthodologie de la mission.....	6
4.3. Limites de la mission.....	6
5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	8
5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite.....	8
6. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....	9
7. ANNEXES.....	10
7.1. Parties d'immeuble bâti visitées.....	10
7.2. Croquis de repérage.....	11
7.3. Photos.....	13
7.4. Attestation d'assurance.....	14
7.5. Certificat de compétence.....	16
7.6. Rapports d'essais de laboratoire.....	17

1. PROGRAMMES ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION

1.1. Programme de travaux défini par le donneur d'ordre

Selon le(s) document(s) remis par le donneur d'ordre, le programme des travaux prévus est le suivant :

Description succincte du programme des travaux

1.2. Programme de repérage défini par l'opérateur de repérage

Il est établi préalablement au repérage et définit les ouvrages et parties d'ouvrages listés dans la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique concernés par les travaux de démolition prévus, susceptibles d'être présents dans l'immeuble bâti.

Composant et parties de composants de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique concernés par les travaux de démolition prévus

Ouvrages de la construction	Parties d'ouvrage
Murs et cloisons maçonnés	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés
Plaques ondulées et planes	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques "sous tuiles")

1.3. Périmètre de repérage défini par l'opérateur de repérage

Au vu du descriptif des travaux de démolition prévus, les parties de bâtiment objets de la mission sont les suivantes :

- totalité du bâtiment

2. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

2.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Liste C et autres matériaux et produits réputés contenir de l'amiante			
Localisation	Ouvrage	Matériau ou produit	Description
Cabanon	Toiture	Plaque ondulée	fibres-ciment
Extérieur	Toiture	Plaque ondulée	fibres-ciment
Intérieur	Toiture	Plaque ondulée	fibres-ciment

2.2. Obligation d'information

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

3. INFORMATIONS GENERALES

3.1. Immeuble bâti objet de la mission

Adresse: CENTRE PENITENCIER CAEN
35, Rue du Général Moulin B.P. 6257
14000 CAEN

Bâtiment	Fonction principale	Classement	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
CENTRE PENITENCIER CAEN	Autre	Immeuble de travail <= 300 personnes	non communiqué	non communiqué

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe Parties d'immeubles bâti visitées

3.2. Intervenants

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	DIRECTION INTERREGIONALE DES M. PAUL NOEL	18 B RUE DE CHATILLON 35031 RENNES CEDEX	02.56.01.66.71 +33677056336 +33388568160 paul.noel@justice.fr
Propriétaire	Ministère de la justice	/	/
Accompagnateur	Ministère de la justice Monsieur RIOU	/	/

3.3. Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
Bureau Veritas 790 184675 01126	Malfilatre	I.Cert	CPDI1748	01/01/2017	06/12/2021

3.4. Laboratoire(s)

Société	N° d'accréditation Cofrac	Adresse	Coordonnées
Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord	1-1593	557, route de NoyellesP.A. du PommierCS 20013 62110HENIN-BEAUMONTFrance	+33 3 21 08 80 20

4. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la démolition de l'immeuble bâti.

4.1. Textes réglementaires

Code de la Santé Publique : article L1334-12-1, R1334-19, R1334-22 à 24, annexe 13-9

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

4.2. Méthodologie de la mission

Ce repérage consiste à identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble à démolir.

Le repérage est réalisé après évacuation définitive du bâtiment et enlèvement des mobiliers, de manière que tous les ouvrages soient accessibles

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche et constate visuellement la présence de matériaux et produits qui correspondent aux ouvrages ou parties d'ouvrages de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique qui sont susceptibles de contenir de l'amiante. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers.

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des ouvrages de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies qui peuvent être destructives, de sondages ;

- de prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels, qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux de démolition ne commencent, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux qui composent le bâtiment. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Les matériaux et produits sont identifiés, localisés, et leurs caractéristiques sont renseignées.

En fonction des informations dont il dispose (documents, marquage sur les matériaux), de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

Conformément aux dispositions de la norme NF X 46-020, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

4.3. Limites de la mission

La recherche des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MPCA) de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée par recherche visuelle et investigation destructive d'ouvrages et de parties d'ouvrage, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X 46-020 et de l'arrêté du 26 juin 2013.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante, le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment, notamment pour les matériaux non manufacturés mis en œuvre lors de la construction ou des travaux réalisés (enduits, colles de faïence et de carrelage, ragréages...), son inclusion dans les éléments du bâti et/ou sa dissimulation par d'autres matériaux.

Certains MPCA de la liste C du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de

recherche conventionnelle : détermination de zones présentant des similitudes d'ouvrage, fréquence de sondage à l'intérieur de celles-ci conformément à la norme NF X 46-020.

5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) du repérage : du 31/01/2019 au 31/01/2019

5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

Aucun rapport de repérage antérieur nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

Autres documents :

Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

6. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Abréviations du tableau :

Px = prélèvement pour analyse n°X (tous les prélèvements sont précédés d'un sondage)

Idem Px = produit ou matériau similaire à celui ayant fait l'objet du Px

S = sondage en complément de l'inspection visuelle

Localisation	Ouvrage	Matériau ou produit	Description	N° Prél.	Critère de décision	Sondage / Observation	Présence d'amiante
Cabanon	Mur	Enduit	ciment	P1	Résultat d'analyse	/	NON
Cabanon	Plancher	Chape maigre	ciment	P2	Résultat d'analyse	/	NON
Cabanon	Toiture	Plaque ondulée	fibres-ciment	P3	Résultat d'analyse	/	OUI
Cabanon	Toiture	Revêtement d'étanchéité	bitumineux, feuille métallique	P4	Résultat d'analyse	/	NON
Extérieur	Toiture	Plaque ondulée	fibres-ciment	idem P3	Résultat d'analyse	En déchet	OUI
Intérieur	Toiture	Plaque ondulée	fibres-ciment	idem P3	Résultat d'analyse	En déchet	OUI

7. ANNEXES

7.1. Parties d'immeuble bâti visitées

La liste ci-dessous présente les parties d'immeuble inspectées dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS. Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

<i>Localisation</i>	<i>Commentaires</i>
Cabanon	/
Extérieur	/
Intérieur	/

7.2. Croquis de repérage

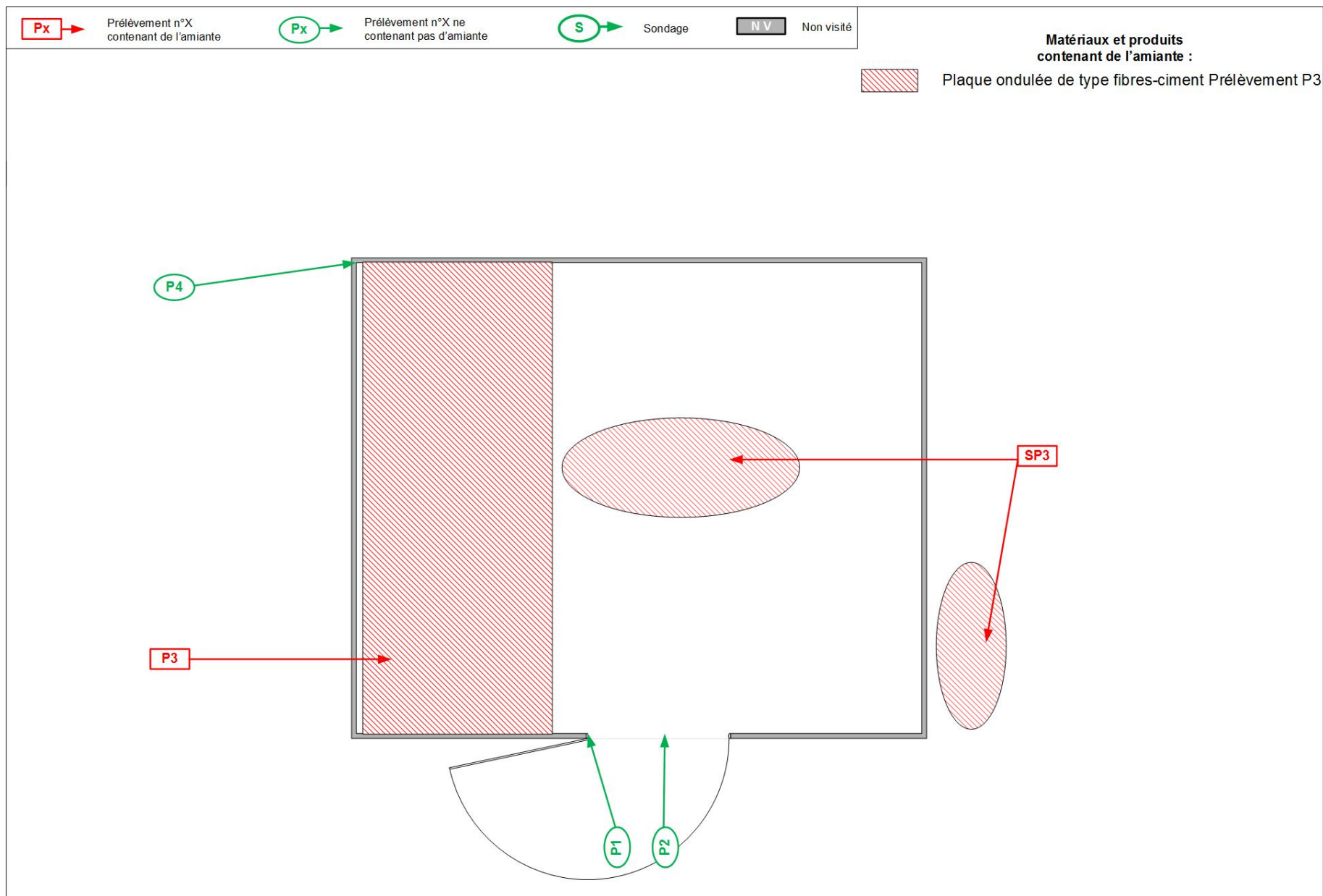


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : CENTRE PENITENCIER CAEN	Adresse : 35, Rue du Général Moulin B.P. 6257 14000 CAEN	Localisation : Cabanon
Réalisé par : Philippe MALFILATRE	N° de planche : 1 / 1	

7.3. Photos



Prélèvement - P1 : Cabanon - Enduit- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P2 : Cabanon - Chape maigre- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P3 : Cabanon - Plaque ondulée- (Présence d'amiante)



Prélèvement - P4 : Cabanon - Revêtement d'étanchéité- (Absence d'amiante)



prélevé - idem P3 : Extérieur - Plaque ondulée- (Présence d'amiante)

7.4. Attestation d'assurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS SERVICES France SAS
8 Cours du Triangle
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F21016.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic immobilier et notamment :

- Dans les parties communes
- Etat des lieux,
- Métrages Loi Carrez/ Lo' Boudin,
- Millénies de copropriété,
- Prêts conventionnés (normes d'habitabilité),
- Sécurité piscine,
- Diagnostic technique Loi SRU,
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

3) Analyses et/ou prélèvements d'échantillons.

4) Conseil en performance énergétique.

5) Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.

MSIG
Europe

Paris, le 28/12/18

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de la Victoire
75009 Paris
Tél : 01 46 67 42 42
RCS Paris 753143852 APE 6512 Z

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) par sinistre 1 000 000 EUR

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) par année d'assurance 1 000 000 EUR

La présente attestation valable du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tél : +33(0)1 46 67 42 42
Fax : +33(0)1 46 67 12 34

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tél : +33(0)1 46 67 42 42
Fax : +33(0)1 46 67 12 34

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussignée, Mme JOURDAIN Mélanie, Chef du Service Patrimoine Normandie, atteste sur l'honneur que Bureau Veritas Exploitation est en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habilitation.

Bureau Veritas Exploitation, dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Bureau Veritas Exploitation, emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du Code de la construction et de l'habilitation.

Bureau Veritas Exploitation, est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du Code de la construction et de l'habilitation.

Bureau Veritas Exploitation, n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents du dossier de diagnostic technique.

Pour faire valoir ce que de droit.

Fait à Bois Guillaume

Le 02/01/2019



7.5. Certificat de compétence



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI1748 Version 003

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur MALFILATRE Philippe

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 06/07/2017 - Date d'expiration : 06/12/2021
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 01/01/2017 - Date d'expiration : 06/12/2021

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 01/09/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13

7.6. Rapports d'essais de laboratoire

BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Monsieur Philippe MALFILATRE

Immeuble Ambassadeur

4 Place de Boston

BP 62

14200 HEROUVILLE ST CLAIR

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-HB-020892-01

Dossier N° : 19N007812

Référence Dossier :

1510797476/7247797/S1/1/1_7247797/2/2

Version du : 27/02/2019 9:59

Date de réception : 25/02/2019

Page 1/2

Date d'analyse : 25/02/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	BV3AK4939 Réf. prél : P1 Cabanon/Mur - Enduit - (ciment)	Matériau semi-dur de type enduit (cimenteux) (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	BV3AK4940 Réf. prél : P2 Cabanon/Plancher - Chape maigre - (ciment)	Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	BV3AK4941 Réf. prél : P3 Cabanon/Toiture - Plaque ondulée - (fibre-ciment)	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
004	BV3AK4942 Réf. prél : P4 Cabanon/Toiture - Revêtement d'étanchéité - (bitumineux/feuille métallique)	Matériau de type aluminium (gris) ; matériau de type maillage de fibres et liant (bitumineux) (noir)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (**MOLP**) selon le guide **HSG 248 - annexe 2**.

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO22725**) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (**MET**) selon parties utiles de la norme **NFX 43-050**.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

557, route de Noyelles ,PA du Pommier

F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE

Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Arras SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 1593
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-HB-020892-01

Version du : 27/02/2019 9:59

Page 2/2

Dossier N° : 19N007812

Date de réception : 25/02/2019

Date d'analyse : 25/02/2019

Référence Dossier :

1510797476/7247797/S1/1/1_7247797/2/2

Priscillia Delestrez
Chef de Service

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

557, route de Noyelles ,PA du Pommier

F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE

Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Arras SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 1593
Portée disponible sur
www.cofrac.fr